Liminaire de la FS-CSAL 01/07/2025

***Contexte général**

En tant que citoyens et fonctionnaires, nous sommes préoccupés et inquiets de la situation sociale dans notre pays et de l'avenir du service public.
Les annonces faites pour envisager des pistes d'économies budgétaires sont plus qu'alarmantes. Visiblement lorsque nos gouvernants cherchent de l'argent, ils oublient la possibilité de réduire la fraude fiscale ou de prendre aux plus aisés, ils préfèrent évoquer la suppression des 10 % d'abattement sur les pensions et retraites ou une TVA sociale ou anti sociale, c'est selon. Alors qu'une grande majorité des Français espèrent la remise en cause de la dernière réforme sur les retraites (73 % selon le dernier sondage de l'IFOP), le rapport du COR propose un départ à 66,5 ans en 2070.
Bien entendu, lorsqu'on parle d'économies budgétaires, on regarde les fonctionnaires bien trop nombreux et toutes ces missions de service public, qu'on pourrait restreindre, regrouper, comprimer, privatiser, autant dire désintégrer.
Il fut un temps où le service public devait s'adapter aux besoins, mais ça c'était avant, il y a fort fort longtemps.
Comme l'a dit Jean Jaurès : « le service public est le patrimoine de ce qui n'en ont pas ». En le sabotant, non seulement, le service public est attaqué, mais les plus démunis d'entre nous seront également lésés.

***Observatoire Interne 2025 : où tout n'est que bonheur !**

Il en aura fallu des relances et autres prolongation des délais de réponse pour obtenir une participation plus importante de la part des agents.

Dans ce document, aucune distinction n'est faite selon les services, les cadres, les métiers. Cette distinction serait pourtant un indicateur intéressant au vu des restructurations de certains services, de déménagements en cours ou à venir etc et permettrait une analyse plus fine et précise de ce que vivent les agents au quotidien… et qui participe à leur mal-être et pessimisme.

Je n'en dirai pas plus, puisque ce point est à l'ordre du jour.

*** Protection sociale complémentaire**

Et si à présent, on parlait un peu de la Protection Sociale Complémentaire et plus particulièrement des opérateurs choisis par notre ministre ?
Après de nombreux échanges qui ont permis d'obtenir des avancées en termes de santé et de prévoyance, le choix des opérateurs ne peut que nous décevoir. La start-up Alan pour la santé, proposant une offre complètement digitalisée, entièrement tournée vers le rendement financier, oubliant toute notion de solidarité symbole du mutualisme. Alan : un nouveau venu au modèle économique fragile soutenu par de gros acteurs financiers internationaux.
Rien d'étonnant de la part d'une administration qui elle-même se débarrasse des contraintes bureaucratiques et éloigne les publics de ses accueils.
.
Solidaires Finances Publiques revendique le remboursement à 100 % des frais de santé
par la sécurité sociale, seul garant d'une mutualisation la plus large possible et de l'accès aux soins pour tous. Ce principe permettrait de tabler sur plusieurs milliards d'économies sur le dos des sociétés de protection complémentaire, on réglerait donc par la même occasion une bonne partie des déficits des organismes sociaux. Solidaires continuera à se battre pour obtenir les réponses quant aux critères qui ont abouti à ce choix.

D'autres sujets pourraient ici nous occuper encore, par exemple, le poste au choix pour les cadres A, et qui pourrait se décliner rapidement pour les cadres B et C, l'attaque régulière du statut de la fonction publique, mais aussi et surtout le nombre important de suicides 9 et de tentatives 7 depuis le début de l'année.

Les vacances estivales arrivent avec un goût amer d'absence de transparence et de tromperie. Solidaires Finances Publiques continuera à se battre avec les collègues pour l'égalité de traitement de toutes et tous. C'est là notre unique boussole et nous n'en dévierons pas.